

Un 700e, pourquoi ?

Autor(en): **Berenstein-Wavre, Jacqueline**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **79 (1991)**

Heft 2

PDF erstellt am: **16.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-279615>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

mon expérience avec un certain nombre de descendants d'émigrés du val de Bagnes aux Etats-Unis, j'ai eu l'idée que nous pourrions étendre ce «droit au retour» moral, affectueux et touristique aux descendants d'émigrés valaisans du siècle dernier...» L'idée était si bonne qu'elle a été reprise par l'Alliance de Sociétés féminines et répandue dans toute la Suisse. Un tiers des communes sont entrées dans le jeu, plus de 5000 Suisses de l'étranger se sont déjà annoncés, et 40 000 nuitées leur ont été offertes.

Une première fois les 7 et 8 février, les femmes auront l'occasion de faire officiellement connaître leurs revendications. Sur la suggestion de nos femmes parlementaires, l'Assemblée fédérale invite en effet 200 «pionnières» (dont quatre membres de l'équipe de rédaction de FS) à fêter le 20^e anniversaire du suffrage féminin et le 10^e anniversaire de l'adoption du principe de l'égalité. La salle du Conseil national appartiendra aux femmes, et même les journalistes ne seront que des femmes. Le vendredi après-midi, séance solennelle avec trois parlementaires allemande, française et belge et une journaliste italienne, qui nous diront comment elles voient la Suisse. Le samedi matin, avec encore une jeune femme par canton, des groupes de travail mettront au point un projet de résolution à remettre au président de la Confédération; elle portera sur «l'égalité entre les femmes et les hommes dans les années nonante».

Autre occasion pour les femmes de se faire entendre: une communauté de travail formée des groupes féminins de tous les partis politiques organise trois rencontres à Altdorf, Fribourg et Sargans sur le thème de l'ouverture de la Suisse, par les femmes, dans les domaines de l'écologie, de l'économie et de l'œcuménisme. Les conclusions seront présentées dans une séance publique au château de Lenzbourg le 1^{er} juin.

A Lugano, les 30 et 31 octobre, grande «foire aux idées» à laquelle on aimerait que le plus grand nombre possible de gens et d'associations participent. Thème central: «La Suisse à l'aube du nouveau siècle». Une synthèse sera présentée lors de la cérémonie de clôture du 700^e à Bâle le 17 novembre.

Celles qui l'auront souhaité, auront eu l'occasion de s'exprimer comme femmes, comme féministes et comme citoyennes pleinement coresponsables de l'av+enir de la Suisse.

Perle Bugnion-Secretan



700 ans
de la Confédération



20 ans
de suffrage féminin



10 ans
d'égalité des sexes

Carte du groupe de travail «Frauen öffnen die Schweiz».

Un 700^e, pourquoi?

Pour pleurer sur les 700, ou plutôt les 680 ans d'exclusion des femmes de la vie politique suisse?

Pour renforcer une identité nationale bien malade après les affaires des fiches, de la P26, etc.? Pour regarder vers l'avenir, pour s'ouvrir à l'Europe? Laquelle? Comment? Pour assister à des manifestations culturelles populaires et touristiques?

Heureusement, selon la légende, au commencement était Gertrude Stauffacher! Cette héroïne vaillante et énergique qui aurait décidé «son homme», Werner Stauffacher (en 1291 il n'y avait pas de mari au sens du code civil), à aller prêter serment au Grütli le 1^{er} août. Un serment pour défendre des privilèges et ne pas accepter de juges étrangers dans certaines vallées qu'ils (les trois Suisses) et elles cultivaient et exploitaient.

Au Moyen Age les habitants des vallées alpêtres vivaient très pauvrement d'une

économie de subsistance où les femmes jouissaient de droits assez étendus grâce à leur travail indispensable à la survie de tous.

La légende qui veut que Gertrude Stauffacher ait joué un rôle important le 1^{er} août

1291 était si répandue au siècle dernier que les Suisses allemands appelaient «Stauffacherin» une féministe qui militait pour le droit de vote des femmes.

N'est-ce pas une raison suffisante pour faire entrer Gertrude Stauffacher dans l'Histoire?

Le 700^e anniversaire de la Confédération est aussi une sorte de légende, puisque ce n'est qu'en 1891 que les autorités fédérales ont décidé que la Suisse

était «née» au Grütli le 1^{er} août 1291, date de la conclusion du pacte unissant les trois Waldstätten.

Mais là n'est pas le problème. Est-ce que moi, citoyenne suisse de 1991, je me sens concernée par ce 700^e?



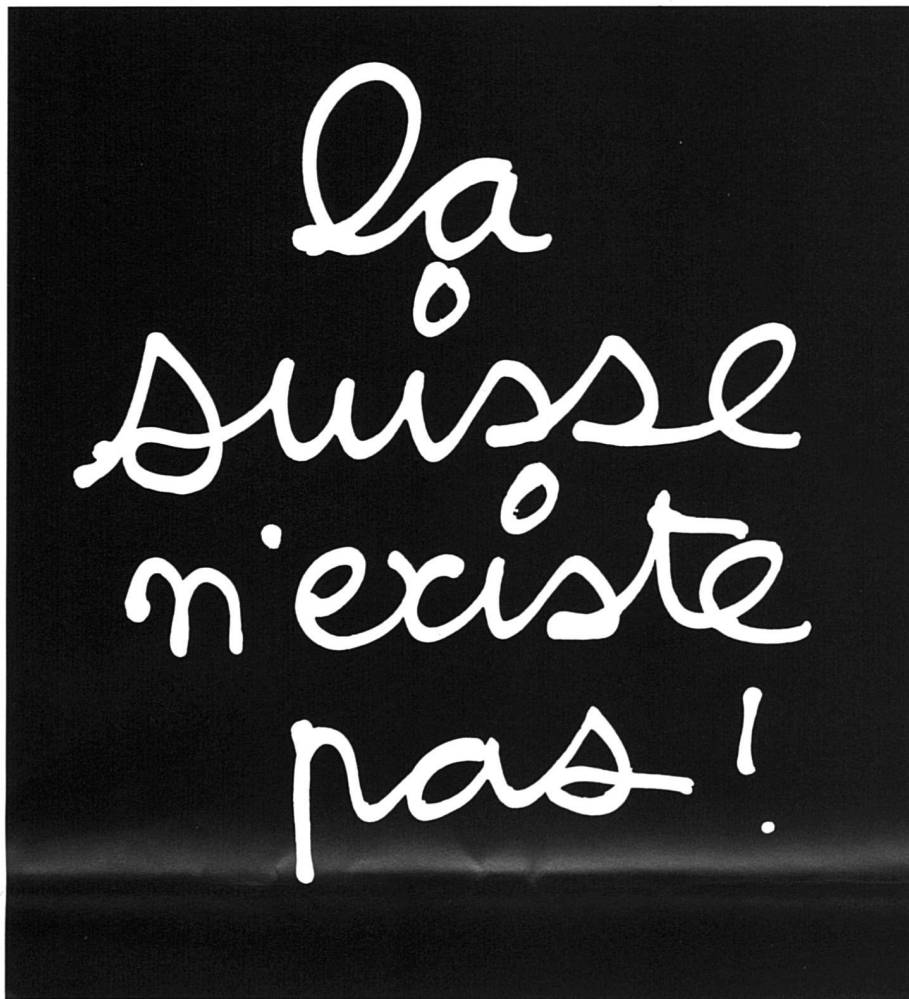
C'est Gertrud Stauffacher qui aurait poussé son mari à aller prêter serment au Grütli.

Aphra

* ENGLISH COURSES
FOR WOMEN *



APHRA
73 St. Philips Road, NORWICH,
England. Tel: +44 603 766520



L'inscription provocatrice du Vaudois Ben Vautier, figurant sur un tee-shirt.

Culturellement : pourquoi pas ?

J'aime l'utopie, slogan de ce 700^e, j'aime la fête. Concerts, représentations théâtrales, manifestations de toutes sortes vont avoir lieu partout, grâce aux subventions de la Confédération. Tant mieux ! Mais je ferai attention de ne pas me sentir « récupérée » par les organisateurs/trices, récupérée pour une Suisse paternaliste, repliée sur elle-même à laquelle je ne souscris pas.

Et c'est avec joie que je fêterai les 20 ans du suffrage féminin en ce mois de février et les 10 ans de l'égalité des droits le 14 juin 1991. Il s'agit là d'aboutissements de luttes pour les droits des femmes, luttes auxquelles j'ai participé avec beaucoup d'autres femmes et qui ont constitué une contribution de toutes pour bâtir un avenir meilleur.

Mais cela n'a rien à voir avec le 700^e. Il se trouve par hasard que les dates coïncident et que les responsables du 700^e ont profité de ces 20 ans pour organiser « entre politiciennes » une « session des femmes » les 7 et 8 février par comparaison avec les sessions des Chambres fédérales. Cette session des femmes se terminera par le vote d'une résolution, que j'espère un peu musclée.

Les invitées ont été triées sur le volet. D'abord les actuelles et anciennes élues fédérales, puis celles qui ont œuvré pour le suffrage ou l'égalité mais pas toutes parce qu'il y en aurait trop. Et voilà, c'est là que ça grince. Les présidentes de l'ADF, etc., n'auraient pas été invitées. A Zurich, je sais, des « jeunes » politiciennes se sont fait inviter... elles étaient sans doute du bon bord... qui n'est pas nécessairement celui du féminisme... encore toujours perçu comme gauche ! Je me réjouis de les repérer... car comme ancienne présidente du Grand Conseil genevois, je suis du côté des heureuses élues.

Pour moi la fête des femmes, de toutes les femmes, 700^e ou non, ce sera le 14 juin 1991.

En conclusion, nous, femmes, essayons d'utiliser ce 700^e pour réfléchir sur notre utopie commune, notre « Femutopia » : une Suisse de l'an 2000, Européenne, parlant trois langues (les femmes sont si fortes, dit-on dans le domaine linguistique) ayant acquis son indépendance économique et pouvant, grâce à une organisation sociale adéquate, s'épanouir sur les plans personnel, professionnel et familial, consciente des problèmes de l'environnement, solidaire des femmes du tiers monde, et surtout solidaire des autres femmes de Suisse. Une Suisse qui est toujours une démocratie, où le peuple (femmes comprises) exerce un contrôle sur les autorités politiques, où l'utopie peut encore l'emporter sur le désir de consommation. Sans oublier Gertrude Stauffacher...

Jacqueline Berenstein-Wavre

Patriotiquement : non

Je ne peux pas m'associer aux discours patriotiques : « Vive nos libertés. Il n'y en a point comme nous »..., aux fanfares, aux défilés militaires, incontournables dans ce genre de cérémonies, car l'armée reste la trame essentielle du tissu national. Non, je ne peux pas me sentir « avec », depuis que j'ai été fichée par la police fédérale comme féministe, donc considérée comme dangereuse pour la sécurité de l'Etat.

Politiquement : oui

Dans la mesure où les politiciens de tous les horizons profiteront du 700^e pour parler de l'avenir de la Suisse, de son ouverture à l'Europe, aux régions, de la place qui y sera faite aux femmes. Le moteur de cette ouverture vers l'Europe devant être plus la solidarité et la complémentarité que le profit.

Ne pas regarder en arrière

Interviewée en juin 1990 par Brigitte Polonovski Vauclair, Eva Segmüller, conseillère nationale et présidente du PDC suisse, faisait à propos du 700^e la déclaration suivante, qui figure en ouverture de l'Agenda des femmes 1991 :

« En tant que femme engagée dans la vie du pays, je ne me sens pas touchée par une pensée extraordinaire à l'idée du 700^e anniversaire de la Confédération. Il me semble qu'il ne faut pas regarder en arrière, mais susciter l'enthousiasme pour le futur. Il nous faut aussi conduire des réflexions sur le concept de notre Etat. Le système suisse est parti d'un mouvement de liberté contre une dictature : le peuple se gouverne lui-même et personne n'a d'autorité sur lui. 700 ans après, la répartition du pouvoir fait que personne n'a assez de pouvoir, donc l'administration l'a et les problèmes augmentent. Il faut creuser le vrai sens de la responsabilité au gouvernement, le sens des partis politiques. L'Etat doit pouvoir garantir le droit et la liberté. »